

Le problème de la fuite des capitaux que connaissaient notamment certains grands pays débiteurs d'Amérique latine est venu aggraver une situation déjà critique. D'importantes sommes empruntées ont été réexportées par des citoyens qui avaient perdu confiance en l'économie de leur pays. Parmi les facteurs suscitant une fuite excessive de capitaux, mentionnons un taux de change trop élevé, qui diminue le prix relatif des importations et rend les exportations non compétitives, un taux élevé d'inflation, qui mine la valeur de l'argent, des taux d'intérêt réels négatifs qui détournent les citoyens de l'épargne et, d'une façon générale, une conjoncture économique peu propice à des investissements intérieurs productifs. Le niveau excessif du taux de change a été, en l'occurrence, le plus insidieux de ces facteurs, puisqu'il a suscité des anticipations de dévaluation et favorisé les fuites de capitaux aux fins de spéculation. Selon certaines études, la fuite des capitaux représentait, en 1983, les deux tiers de la dette extérieure du Venezuela et près du tiers de celles de l'Argentine et du Mexique. La Banque mondiale a calculé qu'entre 1979 et 1982, 70 milliards de dollars au total sont sortis du Venezuela, de l'Argentine et du Mexique, tandis que les rentrées de capitaux se sont élevées à 100 milliards de dollars. La dette extérieure du Mexique n'aurait été, à la fin de 1985, que d'environ 20 milliards de dollars, au lieu de 100 milliards, n'eût été la fuite des capitaux.

La crise s'amplifie

Bien que les pays arabes de l'OPEP aient déposé d'importantes sommes à l'étranger en 1980, ils n'ont fait pratiquement aucun dépôt en 1981 et, en 1982, ils ont même retiré 16,5 milliards de dollars de leurs dépôts en eurodevises. Ce revirement marqué semble cependant avoir été compensé par un afflux de nouveaux dépôts dans les banques commerciales: les prêts nationaux et les prêts entre pays de l'OCDE favorisés par des taux d'intérêt sans précédent et les énormes transferts de capitaux exportés.

Dans un premier temps, les problèmes de remboursement dus à la hausse des taux d'intérêt réels n'ont donc pas conduit les créanciers à remettre en question la solvabilité de leurs débiteurs. En fait, de décembre 1979 à décembre 1980, alors que la devise argentine était très surévaluée, les banques américaines ont accru de 42 p. 100 leurs prêts à ce pays, et au cours des six premiers mois de 1982, juste avant la crise mexicaine, elles augmentaient leurs prêts à ce même pays à un rythme annuel de 34 p. 100.

En 1982, tous ces facteurs défavorables, externes et internes, se sont conjugués. À l'extérieur, la récession internationale, les taux d'intérêt élevés, les répercussions du deuxième choc pétrolier et l'effondrement des prix des autres produits de base ont posé de nouveaux problèmes à un bon nombre de pays en voie de développement. Et dans les pays emprunteurs eux-mêmes, l'adoption de mesures inadéquates, notamment une politique d'emprunts massifs malgré les taux d'intérêt élevés et la baisse des exportations, ont aggravé la situation. Enfin, en août 1982, le Mexique a été obligé de décréter un moratoire sur le service de sa dette. Il ne pouvait plus obtenir de prêts suffisants pour rembourser le capital et les intérêts des prêts qui venaient à échéance. La dette totale du Mexique dépassait à l'époque 80 milliards de dollars, dont 30 p. 100 environ devaient être remboursés dans un délai de un an. Et ce pays n'était que l'un des nombreux pays en voie de développement aux prises avec de semblables difficultés. En 1983,